

2020

## Politique de Conflit d'intérêts



Groupe NOVO BANCO

mars 2020

## Table des Matières

<b>Table des matières .....</b>	<b>2</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Encadrement légal et réglementaire .....</b>	<b>3</b>
<b>3. À qui s'applique-t-elle.....</b>	<b>3</b>
<b>4. Entreprises associées.....</b>	<b>3</b>
<b>5. Objectifs .....</b>	<b>4</b>
<b>6. Principes .....</b>	<b>4</b>
<b>7. Autres documents du NOVO BANCO concernant les conflits d'intérêts.....</b>	<b>5</b>
<b>8. Politique de Sélection et d'Évaluation des Organes d'Administration et de Contrôle du Novo Banco et Titulaires de Fonctions Essentielles .....</b>	<b>5</b>
<b>9. Quand un conflit d'intérêts a lieu.....</b>	<b>6</b>
<b>10. Conflits d'intérêts au niveau institutionnel .....</b>	<b>7</b>
<b>11. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration.....</b>	<b>7</b>
<b>12. Règles et exemples de situations dans lesquelles un conflit d'intérêts peut avoir lieu.....</b>	<b>8</b>
<b>13. Procédure en cas d'occurrence d'une situation de conflit d'intérêts.....</b>	<b>8</b>
<b>14. Cadeaux et Offres .....</b>	<b>9</b>
<b>15. Compétences du Département de Compliance.....</b>	<b>9</b>
<b>16. Sanctions en cas de violation de la politique .....</b>	<b>10</b>
<b>17. Divulgence .....</b>	<b>10</b>
<b>18. Approbation .....</b>	<b>10</b>
<b>19. Révision .....</b>	<b>10</b>
<b>20. Clarifications.....</b>	<b>11</b>

## 1. Introduction

La présente Politique de Conflits d'Intérêts établit des règles d'identification, de gestion, de surveillance de potentiels conflits d'intérêts des différentes activités du NOVO BANCO et du Groupe NOVO BANCO, en faisant respecter les dispositions légales et réglementaires applicables (objectif de « compliance »), ainsi que les recommandations de la Banque du Portugal et de la Banque Centrale Européenne.

## 2. Encadrement légal et réglementaire

Lors de l'élaboration de cette politique, plusieurs dispositions légales qui établissent les règles et les exigences qui visent la prévention de conflits d'intérêts ont été considérées :

- a. EBA/GL/2017/11, 26 septembre 2017 - *Guidelines on internal governance under Directive 2013/36/EU (Final Report) (Guidelines (Orientations) 94-116)* ;
- b. *Joint ESMA (European Securities and Markets Authority) and EBA Guidelines on the assessment of the suitability of members of the management body and key function holders under Directive 2013/36/EU and Directive 2014/65/EU*
- c. *EBA Guide to fit and proper assessments*, mai 2017 ;
- d. Régime Général des Institutions de Crédit et des Sociétés Financières (RGICSF) ;
- e. Les observations et les recommandations de la Banque du Portugal figurant dans le Livre Blanc de la Banque du Portugal (mai 2016).

## 3. À qui s'applique-t-elle ?

Cette Politique s'applique :

- a. Aux membres du Conseil d'Administration Exécutif, aux membres du Conseil Général et de Surveillance, aux Conseillers, aux Directeurs Généraux, aux Cadres de Direction et autres collaborateurs du NOVO BANCO et de ses succursales (ci-après collectivement dénommés « Collaborateurs »).
- b. Au Groupe NOVO BANCO : à ses succursales et à ses entreprises associées bancaires comme le définit le paragraphe 4. ci-dessous, y compris les membres respectifs des Organes Sociaux, les conseillers, les directeurs généraux, les cadres de direction et les collaborateurs.
- c. Aux tiers qui, sur demande du NOVO BANCO ou sur demande de toute succursale ou entreprise associée, aient adhéré à cette politique ou à certaines des dispositions de celle-ci.

• *Colaboradores*

- *Aux Collaborateurs*
- *Aux Tiers*

## 4. Entreprises associées

1. Le NOVO BANCO fera la promotion auprès de ses entreprises bancaires associées de l'adoption des directives et des règles instituées par la présente Politique, avec l'approbation des respectifs organes d'administration, comme applicable.
2. Aux fins de cette politique, l'« entreprise associée » désigne une institution de crédit, dont le siège se trouve, ou pas, au Portugal, directement ou indirectement dominée, contrôlée ou en participation par le NOVO BANCO qui consolide avec lui aux fins de comptabilité (méthode de consolidation intégrale).

3. L'articulation entre le NOVO BANCO et ses succursales et entreprises associées pour l'adoption de cette Politique sera faite par le biais du Département de Compliance.
4. Les départements responsables de la gestion et du suivi des conflits d'intérêts des entreprises associées et des succursales du Groupe NOVO BANCO sont les suivants :

- Banque BEST-Banco Electrónico de Serviço Total S.A. : Cabinet de Compliance de la banque Banco BEST ;
- Novo Banco dos Açores, S.A. : Département de Contrôle du NB Açores (en coordination avec le département de Compliance du NOVO BANCO) ;
- GNB Gestão de Ativos, SGPS SA : Département de Compliance de GNB Gestão de Ativos ;
- Succursale en Espagne : Compliance Officer de la succursale ;
- Succursale du Luxembourg : Compliance Officer de la succursale ;
- Succursale de Caïman : Compliance Officer du Groupe NOVO BANCO.

- 
- Identificação
  - Identification
  - Respeito
  - Respect
  - Conhecimento
  - Knowledge
  - Divulgação
  - Divulcation

## 5. Objectifs

La présente Politique de Conflits d'Intérêts vise atteindre les objectifs suivants :

- a. Définir des règles et des mécanismes pour éviter, pour identifier et pour gérer toutes situations, potentielles ou effectives, de conflits d'intérêts.
- b. Garantir le respect de règles légales et réglementaires en vigueur en ce qui concerne la prévention et la gestion de conflits d'intérêts qui retombent sur le NOVO BANCO et sur les Collaborateurs.
- c. Renforcer le degré de connaissance et sensibiliser les collaborateurs en matière de conflits d'intérêts.
- d. Promouvoir le traitement juste et en conformité avec les critères légaux et réglementaires des situations de conflits d'intérêts qui peuvent survenir.

## 6. Principes

La présente Politique est fondée sur les principes suivants :

- a. Lors de l'exercice de leurs fonctions au sein du NOVO BANCO, les collaborateurs doivent respecter les règles légales, réglementaires et internes applicables, en ne sacrifiant pas ce respect au détriment de la satisfaction illégitime de leurs propres intérêts ou d'intérêts de tiers ;
- b. Les collaborateurs ne doivent intervenir dans aucun sujet où ils ont un intérêt personnel, direct ou indirect, en devant informer le Département de Compliance si tel est le cas ;
- c. Chaque structure du NOVO BANCO doit s'organiser et définir ses procédures de façon à respecter le principe de séparation de fonctions, pour éviter des situations de conflits d'intérêts et contribuer à ce que celles-ci soient réalisées correctement ;
- d. En ce qui concerne la relation avec les clients, la priorité doit être donnée à la satisfaction de l'intérêt du client lorsqu'il n'existe pas d'autre solution résultant des normes légales et réglementaires applicables ;
- e. L'information obtenue lors de l'exercice de fonctions ne doit être utilisée ou transmise que dans la mesure du nécessaire pour l'exercice respectif et tout en respectant le devoir de secret professionnel et les règles légales ou internes de limitation à la circulation ou à l'utilisation de l'information.

- Não prosseguir
- Ne pas poursuivre d'intérêts personnels
- Ne pas intervenir dans des sujets à caractère personnel
- Séparation de fonctions
- Satisfaction de l'intérêt du Client
- Ne pas utiliser

## 7. Autres documents du NOVO BANCO concernant les conflits d'intérêts

L'application de cette Politique devra être faite en alliant les autres codes, politiques ou autres normes internes qui contiennent des dispositions concernant les conflits d'intérêts, notamment :

- a. Le code de conduite ;
- b. La politique de prévention et de gestion de conflits d'intérêts au sein des activités d'intermédiation financière ;
- c. Le règlement interne des activités d'intermédiation financière.
- d. La politique de sélection et d'évaluation des organes d'administration et de contrôle du Novo Banco et des titulaires de fonctions essentielles.

Cette Politique ne dispense pas du respect d'exigences supplémentaires, éventuellement applicables au NOVO BANCO, en raison de l'activité qu'il effectue dans le cadre d'autres juridictions

## 8. Politique de sélection et d'évaluation des organes d'administration et de contrôle du Novo Banco et des titulaires de fonctions essentielles

- 1. Le Conseil général et de surveillance, le Conseil d'administration exécutif et le Comité de

nominations ont approuvé la « Politique de sélection et d'évaluation des organes d'administration et de contrôle du Novo Banco et des titulaires de fonctions essentielles » (ci-après dénommée « Politique de sélection et d'évaluation ») le 31 janvier 2018 et celle-ci sera soumise à l'Assemblée générale de la banque pour approbation.

2. Une fois approuvée en assemblée générale annuelle, la Politique de sélection et d'évaluation sera publiée sur le site Internet institutionnel du NOVO BANCO ([www.novobanco.pt](http://www.novobanco.pt)).
3. La Politique de sélection et d'évaluation vise à garantir que les membres des Organes d'administration et de contrôle et les titulaires de fonctions essentielles sont adaptés (*Fit & Proper*) au moment de leur nomination mais aussi pendant leurs mandats. Dans ce contexte, l'adaptation fait référence à la capacité d'assurer en permanence une gestion saine et prudente des institutions financières, en cherchant à sauvegarder le système financier et les intérêts de leurs clients, des déposants, des investisseurs, des créanciers et de toutes les autres parties intéressées pertinentes (*relevant stakeholders*).
4. À cette fin, les leaders susmentionnés devront respecter les exigences suivantes :
  - a. Expérience ;
  - b. Réputation ;
  - c. Absence de conflits d'intérêts et d'indépendance (*independence of mind*) ;
  - d. Disponibilité suffisante ; et
  - e. Adaptation collective.

## 9. Quand un conflit d'intérêts a lieu ?

1. Il y a une situation de conflit d'intérêts lorsqu'un intérêt particulier du Collaborateur entre en concurrence avec l'intérêt que celui-ci doit protéger lors de l'exercice de sa fonction au sein du NOVO BANCO, et qui interfère ou peut interférer dans sa performance, et ainsi, qui peut interférer également avec les intérêts du NOVO BANCO.
2. L'intérêt particulier d'un Collaborateur peut être un intérêt propre ou un intérêt de tiers avec lequel le Collaborateur a une relation, notamment un membre de la famille, une relation de travail ou sociétaire.
3. Les situations de conflit d'intérêts peuvent empêcher le Collaborateur d'exercer correctement ses fonctions, en particulier, par manque d'impartialité et d'objectivité dues.
4. Aux termes de la présente Politique, le conflit d'intérêt inclut un conflit d'intérêts effectif ou un conflit d'intérêt potentiel. On considère comme un conflit d'intérêts effectif un conflit d'intérêts actuel et existant dans une situation réelle qui a eu lieu. On considère comme un conflit d'intérêts potentiel un conflit qui ne se vérifie pas encore mais qui peut encore avoir lieu selon certains faits ou circonstances.
5. La présente Politique comprend au moins les situations suivantes de conflits d'intérêts au niveau des collaborateurs :

- a) Intérêts économiques (par exemple, actions, autres droits de propriété et de participations, participations financières et autres intérêts économiques par des clients, droits de propriété

- *Interferência no desempenho*
- *Interferência lors de l'exercice de la fonction*
- *Intérêt particulier e objetividade*
- *Impartialité et objectivité*

- intellectuelle, crédits accordés par le NOVO BANCO à une entreprise détenue par le collaborateur, participation ou propriété d'un organisme ou d'une entité ayant des intérêts en conflit) ;
- b) conflits d'intérêts professionnels, qui incluent des conflits résultants de relations professionnelles (i) avec des titulaires de participations qualifiées au sein du NOVO BANCO, (ii) avec les collaborateurs du NOVO BANCO ou d'entités incluses dans le cadre de la consolidation prudentielle, (iii) avec des parties intéressées externes pertinentes ; ou des conflits résultant d'autres emplois et d'emplois antérieurs dans un passé récent (par exemple, une situation de conflit externe et hors du cadre de l'activité du collaborateur au NOVO BANCO, où le collaborateur agit dans son intérêt personnel, au détriment de l'intérêt du NOVO BANCO).
  - c) conflits d'intérêts personnels, qui incluent des conflits résultant de relations personnelles et familiales avec (i) des titulaires de participations qualifiées au NOVO BANCO, (ii) des collaborateurs du NOVO BANCO ou des entités incluses dans le cadre de la consolidation prudentielle ou (iii) des parties intéressées externes pertinentes (*stakeholders*) (par exemple, embaucher des personnes de son réseau de relations personnelles ou familiales) ;
  - d) conflits d'intérêts de nature politique (par exemple, un collaborateur qui est militant d'un parti politique et qui est simultanément le gestionnaire commercial de ce parti politique au NOVO BANCO).
6. Des conflits d'intérêts peuvent également survenir de positions ou de fonctions assumées dans le passé ou de relations personnelles passées. Les collaborateurs doivent communiquer au Département de Compliance les positions ou les fonctions assumées et les possibles conflits d'intérêts résultant de relations personnelles passées des deux dernières années.
7. La présente Politique inclut les types de conflits d'intérêts suivants :
- a) Conflit d'intérêts permanent : situation qui persiste dans le temps et qui doit être en permanence gérée et mitigée ;
  - b) Conflit d'intérêts ponctuel : situation isolée et qui peut être gérée et mitigée par le biais d'une seule mesure, sans besoin de suivi postérieur.

## 10. Conflits d'intérêts au niveau institutionnel

Des conflits d'intérêts au niveau institutionnel peuvent résulter des activités et des fonctions exercées par le NOVO BANCO, des activités et des affaires des différentes entités incluses dans le cadre de la consolidation prudentielle, des différents divisions commerciales ou unités du NOVO BANCO ou, encore, des conflits d'intérêts avec des parties intéressées externes pertinentes (*stakeholders*).

## 11. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration

1. Tous les conflits d'intérêts effectifs et potentiels au niveau des organes d'administration (le Conseil général et de surveillance, le Conseil d'administration exécutif et tous comités de la Banque), individuels ou collectifs, doivent être dûment documentés, communiqués au Président de l'organe concerné et débattus, décidés et dûment gérés par cet organe.



2. Chaque fois que la personne affectée soumise à un conflit d'intérêts est le Président du Conseil général et de surveillance, ledit Président devra documenter et communiquer correctement la situation au Président du Comité de Compliance du Conseil général et de surveillance.
3. Le Département de Compliance devra être informé en temps voulu des situations visées aux points 1 et 2, en ayant le droit de donner son avis et de recommander toutes les mesures de mitigation considérées nécessaires et adaptées.
4. En cas de conflit d'intérêts avec tout collaborateur du Département de Compliance, le Comité de Compliance du Conseil général et de surveillance devra être informé en temps voulu pour recommander et décider toutes les mesures considérées nécessaires et adaptées.

## 12. Règles et exemples de situations dans lesquelles un conflit d'intérêts peut avoir lieu

Des conflits d'intérêts peuvent avoir lieu entre :

- a. Le NOVO BANCO et un client ;
- b. Un collaborateur et un client ;
- c. Deux ou plusieurs clients du NOVO BANCO ;
- d. Deux ou plusieurs entités du Groupe NOVO BANCO ;
- e. Un client et des sociétés en relation de domaine ou de groupe avec le NOVO BANCO ;
- f. Un collaborateur et le NOVO BANCO ou une entité du Groupe NOVO BANCO ;
- g. Le NOVO BANCO et un fournisseur (ou candidat à fournisseur) ;
- h. Un collaborateur et un fournisseur (ou candidat à fournisseur).

Dans le cadre de l'activité du NOVO BANCO, il existe des situations et des divisions commerciales ayant une plus grande probabilité d'occurrence de situations de conflits d'intérêts. Certaines des situations mentionnées ci-dessus incluent, sans limitation, les exemples indiqués dans l'Annexe I.

## 13. Procédure en cas d'occurrence d'une situation de conflit d'intérêts

1. Lorsqu'il n'existe pas de procédure spécifique applicable à la situation de conflit d'intérêts concernée, on applique le régime figurant dans la présente clause
2. Si une situation de conflit d'intérêts (potentielle ou effective) est identifiée, le Département de Compliance doit être immédiatement informé :
  - a. Par le collaborateur lui-même, s'il s'agit d'un conflit d'intérêts lié avec celui-ci ;
  - b. Par le responsable du département / division, s'il s'agit d'un conflit d'intérêts de département / division ;





- c. Par tout collaborateur, dès qu'il a connaissance d'une situation potentielle ou effective de conflits d'intérêts.
3. Le Département de Compliance analysera la situation présentée, pouvant, à tout moment, demander des informations ou des clarifications concernant la situation concrète et quelles sont les mesures déjà adoptées et d'autres qu'il considère pertinentes pour la gestion du conflit d'intérêts. De telles mesures devront prendre en compte la situation concrète en analyse devant, notamment, distinguer si le conflit d'intérêts à mitiger est un conflit d'intérêts institutionnel ou au niveau des collaborateurs.
4. Le département de compliance émettra un avis et des recommandations respectives, dans un délai de 15 jours ouvrables, en informant le collaborateur ou le responsable du département / division et d'autres départements ou hiérarchies, selon le cas.

## 14. Cadeaux et Offres

Les devoirs et les responsabilités des collaborateurs en ce qui concerne les cadeaux et les offres sont règlementées dans le Code de Conduite du NOVO BANCO.

## 15. Compétences du Département de Compliance

Dans le cadre de situations de conflits d'intérêts, les compétences du Département de Compliance sont les suivantes :



- a. Soumettre au Conseil d'Administration Exécutif, pour approbation, la Politique de Conflits d'Intérêts du Groupe NOVO BANCO, ainsi que toutes politiques, documents internes et normes qui règlementent la prévention de l'occurrence de conflits d'intérêts ;
- b. Communiquer au Comité de Compliance du Conseil général et de surveillance (qui devra communiquer trimestriellement au Conseil général et de surveillance les cas qu'il considère pertinents), au Conseil d'administration exécutif et au département de capital humain, trimestriellement, tous les conflits d'intérêts dont il a eu connaissance et sur lesquels il a émis son avis ;
- c. Évaluer l'application de la présente Politique et proposer au Conseil d'administration exécutif sa révision et sa modification ;
- d. Réaliser des évaluations internes en matière de conflits d'intérêts, sous toute forme, notamment par le biais de questionnaires ou de formulaires spécifiques dirigés à des Collaborateurs ou à des départements ou des structures du NOVO BANCO ou d'entreprises associées ;

- *Aprovação e reporte mensal*
- *Approbation et report mensuel au Conseil général et de surveillance, au Conseil d'Administration Exécutif et au Département de Capital Humain.*
- *Évaluation et révision de cette Politique et propositions au Conseil d'administration exécutif*

- e. Proposer au Département d'Audit Interne la réalisation de procédures d'audit ou d'inspection, selon le cas, de situations identifiées par le Département de Compliance dans le cadre de ses attributions.
- f. Clarifier les doutes qui peuvent survenir concernant la présente Politique ;
- g. Enregistrer dans une base de données, spécifiquement créée à cette fin, toutes les situations de conflit d'intérêts communiqués avec les éléments suivants :
  - i. Données de l'intervenant : N° du collaborateur (lorsque cela s'applique) ; nom ; fonction ; unité organique ; département ; structure (commerciale / centrale) ; entité (entreprise) ;
  - ii. Données du conflit d'intérêts : département - origine ; structure (commerciale / centrale) ; expéditeur ; date ; descriptif de la situation ;
  - iii. Données concernant l'intervention du Département de Compliance : description de l'intervention ; avis ; état de la procédure ; nombre d'occurrence ; mises à jour.
- h. Suivre et contrôler, de façon permanente, les mesures mises en place ou à mettre en place pour gérer ou mitiger tous conflits d'intérêts.
- i. Conserver en archive la documentation pertinente concernant les situations de conflit d'intérêts communiquées.

## 16. Sanctions en cas de violation de la Politique

- 1. Le NOVO BANCO peut prendre des mesures disciplinaires adaptées contre toute personne qui viole avec connaissance de cause les dispositions prévues dans cette Politique.
- 2. Le Conseil d'administration exécutive est l'organe responsable de la prise de décisions de nature disciplinaire concernant les collaborateurs qui violent les dispositions de la présente Politique.

## 17. Divulagation

- 1. La présente Politique de Conflits d'Intérêts est divulguée internement par le biais de la publication dans le normatif et sur la page Intranet de la banque (NBweb) et la divulgation externe sera faite sur le site institutionnel du NB.
- 2. Le département de Compliance divulgue également la présente Politique par le biais d'actions de formations et / ou de publications sur le NBWeb.



## 18. Approbation

La présente Politique a été approuvée par le Conseil d'administration exécutif du NOVO BANCO et, sur recommandation du Département de Compliance, par le Conseil général et de surveillance.

## 19. Révision

La présente Politique est révisée avec une périodicité annuelle au minimum. Le Département de Compliance peut, cependant, proposer au Conseil d'administration exécutif la révision de la Politique dans un délai inférieur, à chaque fois qu'il le juge opportun.

## 20. Clarifications

Pour toute clarification concernant la présente Politique, l'Unité de réglementation comportementale et de conflits d'intérêts du Département de Compliance doit être contactée.

Les collaborateurs devront consulter sur le *NBweb*/Espace Compliance, les contacts de la division de la Réglementation Comportementale et de Conflits d'Intérêts.



## ANNEXE

(certains exemples de situations auxquelles prévues par la clause 11)

### 1. Appréciation et décision d'opérations ou d'autres sujets

#### Règle :

Les membres du Conseil général et de surveillance, les membres du conseil d'administration exécutif, Conseillers, Directeurs et autres Collaborateurs, les conseillers et les mandataires du NOVO BANCO ou de l'une de ses entreprises associées ne peuvent pas intervenir lors de l'appréciation et de la décision de transactions ou de tout autre sujet où ils sont, directement ou indirectement, eux-mêmes intéressés, ou bien leurs conjoints ou les personnes avec qui ils vivent en partenariat, des parents ou autres au 1er degré, ou des sociétés ou autres entités collectives qu'ils dominent directement ou indirectement.

*Não intervenção  
ou Non-cesso de  
intervenção lors  
de la procédure  
de décision*

#### Exemple :

- Lorsqu'un client demande qu'un collaborateur soit sa caution (par exemple, garant) dans un contrat de crédit.

### 2. Cumul de fonctions au NOVO BANCO ou dans des entreprises associées du NOVO BANCO

#### Règles :

Un Collaborateur peut cumuler des fonctions dans d'autres entités du Groupe NOVO BANCO si :

- i. Des risques graves de conflits d'intérêts ne surviennent pas ;
- ii. Il existe une disponibilité suffisante pour l'exercice de ces différentes fonctions ;
- iii. La désignation est approuvée par le Conseil d'Administration

exécutif et, si applicable, s'il n'existe pas d'opposition de la Banque du Portugal. Les règles établies au point précédent s'appliquent mutatis mutandis au cumul de fonctions d'administrateurs ou d'employés d'entreprises associées du NOVO BANCO au sein des entreprises associées respectives.

*Permissão de  
Autorização  
para o exercício de  
funções*

Le cumul de fonctions de responsable de la fonction de compliance n'est pas permis, ni la gestion de risque ou d'audit interne du NOVO BANCO ou d'entreprises associées du NOVO BANCO avec des fonctions dans des entités qui détiennent, directement ou indirectement, des participations égales ou supérieures à 5 % du capital ou des droits de vote de NOVO BANCO ou d'autres entités que ces entités dominant.

*Proibição de  
a Interdiction de  
cumul de fonctions*

**Exemple :**

- Lorsqu'un collaborateur exerce des fonctions au sein de plus d'un département ou d'une unité organique du NOVO BANCO, au NOVO BANCO et dans une ou plusieurs entreprises associées et que l'on vérifie (i) que dans l'exercice de ces fonctions il existe des intérêts qui se font concurrence entre eux, (ii) ou lorsque la disponibilité est insuffisante pour l'exercice des différentes fonctions.

### **3. Désignation de collaborateur pour un poste ou des fonctions au sein d'autres entités**

**Règle :**

Lorsqu'un collaborateur est indiqué par le NOVO BANCO pour occuper un poste ou exercer des fonctions au sein d'autres entités, celui-ci ne doit pas participer, au NOVO BANCO et au sein de l'entité dans laquelle il exerce ce poste ou ces fonctions, lors de l'appréciation et de la décision de sujets qui impliquent, respectivement, cette entité et le NOVO BANCO. Ce devoir se maintient après la cessation des fonctions, chaque fois que celui qui est en cause est l'appréciation au NOVO BANCO du sujet qui implique l'entité au sein de laquelle le collaborateur a exercé des fonctions et en laquelle il puisse avoir un intérêt dérivé des fonctions qu'il a exercé et qui puisse entrer en conflit avec l'intérêt du NOVO BANCO.

*Proibição de  
Interdiction  
d'Intervention  
dans la  
décision*

**Exemple :**

- Lorsque le collaborateur exerce des fonctions au sein du NOVO BANCO et, sur demande du NOVO BANCO, qu'il exerce également des fonctions pour une autre entité, et que du fait de ces fonctions, il est appelé à participer à l'appréciation et à la décision de sujets qui impliquent, respectivement, le NOVO BANCO ou cette autre entité (par exemple, l'exercice de fonctions au sein de sociétés gestionnaires de fonds, etc.).

### **4. Intérêts économiques et participations**

**Règle :**

Le collaborateur qui détient des intérêts économiques ou des participations devra informer préalablement le Département de Compliance en remplissant un formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance, qui ensuite donnera son avis.

### Exemples :

- Détention d'actions, d'autres droits de propriété ou de participations financières et autres intérêts économiques au sein de clients commerciaux, droits / *royalties* de propriété intellectuelle.

## 5. Exercice d'activités en dehors du NOVO BANCO

### Règle :

Le collaborateur qui souhaite exercer des activités, rémunérées ou pas, en dehors du NOVO BANCO devra informer préalablement le Département de Compliance en remplissant le formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance, qui donnera son avis à la fin.

### Exemple :

- Appartenance à un organe de surveillance ou d'administration d'une entreprise privée ou publique ou d'une association privée ou publique.

## 6. Relations politiques

### Règle :

Le collaborateur qui pense intervenir activement dans des activités politiques devra informer préalablement le Département de Compliance en remplissant un formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance, qui donnera son avis à la fin.

Pour écarter tout doute, les collaborateurs peuvent participer à des activités politiques si :

- a) Le Département de compliance a été consulté et a donné son avis préalable ;
- b) S'ils conservent leur impartialité lors de l'exercice de leurs fonctions, sans critiquer publiquement les décisions et les orientations politiques du NOVO BANCO et qu'ils ne réalisent pas d'activités politiques sur le lieu de travail.

### Exemple :

Preenchimento de um  
Remplissage d'un  
formulaire / Declaração  
d'intérêts

- Signer des documents de nomination pour des candidatures politiques, exercer des fonctions de directeur de campagne ; participer à des conventions politiques en tant que délégué ; exercer des fonctions exécutives au sein d'un parti politique ; faire des discours en comices et à des réunions politiques ; recueillir des votes en porte-à-porte ; publier ou diffuser publiquement des déclarations politiques (y compris des commentaires dans des journaux, à la radio, à la télévision et dans les moyens de communication sociale).

## 7. Comptes de collaborateurs

### Règles :

1. Il est interdit à tout collaborateur d'effectuer, de modifier et / ou d'autoriser toutes opérations ou conditions sur des comptes dont il est titulaire, cotitulaire ou représentant.
2. Il est interdit à tout collaborateur d'effectuer, de modifier et / ou d'autoriser toutes opérations ou conditions sur des comptes dont tout membre de sa famille
3. Il est interdit à tout collaborateur, quelles que soient ses fonctions, d'établir des conditions et / ou d'intervenir dans la procédure de décision de tout type de transaction, si le collaborateur ou des membres de sa famille sont directement ou indirectement impliqués dans celle-ci, sous toute forme.

*Proibição na gestão de  
Interdiction de gestion de  
comptes et d'intervention  
dans la procédure de  
décision*

### Exemples :

- Lorsqu'un collaborateur effectue, modifie et / ou autorise des opérations ou des conditions sur des comptes dont il est titulaire, cotitulaire ou représentant ou sur des comptes des membres de sa famille ;
- Lorsqu'un collaborateur, quelles que soient ses fonctions, établit des conditions et / ou intervient dans la procédure de décision de tout type de transaction, si le collaborateur ou des membres de sa famille sont directement ou indirectement intervenants dans celle-ci, sous toute forme.

## 8. Mandats et Procurations

### Règle :

Le collaborateur ne peut pas accepter de mandats ou de procurations signées par des clients du NOVO BANCO ou d'entreprises associées sauf s'il est expressément autorisé par le Compliance Officer.

*Dever de recusa /  
Devoir de refus /  
Avis du Compliance*

### Exemple :



- Lorsqu'un client demande qu'un collaborateur soit son procureur sur ses comptes auprès du NOVO BANCO.

## 9. Membres de la famille sur la chaîne hiérarchique

### Règle :

Un collaborateur ne peut pas avoir des membres de sa famille (conjoint ou partenaires de vie ; parents ; grands-parents ; enfants ; frères et sœurs ; beaux-frères et belles-sœurs ; beaux-parents et beaux-fils ; beau-père et belle-mère ; gendres et belles-filles ; oncles et tantes ; neveux et nièces) sur la chaîne hiérarchique, et il ne peut pas évaluer la performance respective et décider la promotion / rétrogradation ou la rémunération.

### Exemple :

- Lorsqu'un collaborateur a des membres de sa famille sur sa chaîne hiérarchique avec la possibilité d'évaluer sa performance et de décider leur promotion / rétrogradation ou leur rémunération.

## 10 Séparation de fonctions au sein des départements du NB

### Règle :

Lorsque, pour une opération déterminée, le NOVO BANCO intervient en différentes qualités, la séparation de compétences et les procédures de décision respectives doivent être dûment sauvegardées (*chinese walls*).

### Exemple :

Lors de la vente d'un actif stratégique du NOVO BANCO ou de l'une de ses entreprises associées qui inclut le financement pour l'acheteur.

## 11. Biens immobiliers

### Règles :

1. Les collaborateurs qui souhaitent acquérir un bien immobilier du NOVO BANCO devront remplir un formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance en attestant qu'ils ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
2. L'intérêt à obtenir des résultats pour une meilleure classification lors de campagnes de ventes de biens immobiliers ne peut, en aucune circonstance, mener à ce que l'action du collaborateur privilégie

- Preenchimento de um formulário / Declaração de interesses
- Campanhas de vendas de bens imóveis
- Deveres de diligência
- Remplissage d'un formulaire / Déclaration d'intérêts
- Campagnes de ventes de biens immobiliers
- Devoirs de démarche

son intérêt ou celui de sa structure au détriment des intérêts du NOVO BANCO ou de ses clients avec un impact sur le risque légal ou de réputation de la Banque.

3. Les collaborateurs doivent porter une attention particulière à leurs devoirs de démarche en ce qui concerne le respect des règles sur (i) la caractérisation des acheteurs et des bénéficiaires effectifs respectifs et (ii) l'identification de l'origine des fonds et, s'il s'agit de clients, les règles sur (iii) l'ouverture de compte et (iv) l'évaluation de l'encadrement des opérations dans le profil des clients.

#### Exemples :

- Acquisition d'un bien immobilier du NOVO BANCO par un collaborateur qui a eu une intervention lors de l'évaluation ou détermination de toute valeur attribuée au bien immobilier ou lors de l'appréciation et de la décision de la procédure concernant sa propre proposition ;
- Acquisition d'un bien immobilier du NOVO BANCO par l'évaluateur qui est intervenu lors de l'évaluation de ce même bien immobilier ;
- Évaluateur de biens immobiliers du NOVO BANCO qui est, simultanément, promoteur du NOVO BANCO.

## 12. Promoteurs et évaluateurs

#### Règles :

1. Dans le cadre du recrutement de services avec des promoteurs, ceux-ci devront remplir un formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts, notamment (i) qu'ils n'ont pas de liaisons avec les collaborateurs qui interviennent dans leur procédure de sélection, de recrutement ou d'évaluation et (ii) qu'ils ne sont pas
2. Au moment du recrutement d'une prestation de services avec des évaluateurs, l'évaluateur devra remplir un formulaire selon le modèle mis à disposition par le Département de Compliance en attestant (i) qu'ils ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts, notamment qu'ils n'ont pas de liaisons avec des collaborateurs qui interviennent dans leur procédure de sélection, de recrutement ou d'évaluation, qui (ii) ne sont pas, simultanément, promoteur et qui (iii) s'engagent à ne pas acquérir de biens immobiliers du NOVO BANCO dont ils ont été évaluateurs.

• Preenchimento de um  
• Remplissage d'un  
formulaire / Declaração  
d'intérêts

#### Exemples :

- Lorsqu'un collaborateur associe (« gicar ») des clients à un promoteur du NOVO BANCO avec lequel il a une relation, notamment sociétaire, familiale ou de travail ;
- Lorsqu'un collaborateur intervient dans des opérations de Clients associés à un promoteur avec lequel ils ont eu une relation, notamment sociétaire, familiale ou de travail ;
- Lorsqu'un promoteur du NOVO BANCO est, simultanément, évaluateur de biens immobiliers du NOVO BANCO.

### 13. Recrutement de fournisseurs

#### Règle :

Les collaborateurs ne peuvent pas participer à la procédure de sélection, de recrutement ou d'évaluation d'un fournisseur pour lequel ils ont un intérêt personnel et devront respecter intégralement la norme interne du NOVO BANCO « Prévention de Conflits d'intérêts lors du recrutement de fournisseurs du NB ».

#### Exemple :



- Lorsqu'un fournisseur (ou candidat à fournisseur externe) du NOVO BANCO ou d'entreprises associées du NOVO BANCO a une relation particulière ou personnelle avec un collaborateur qui intervient dans sa procédure de sélection, de recrutement ou d'évaluation.

### 14. Objectifs commerciaux et campagnes de marketing

#### Règles :

- La dynamisation et le respect des objectifs des campagnes ne devront pas sacrifier le respect des règles légales, réglementaires et internes applicables au NB.
- L'intérêt à obtenir des résultats pour une meilleure classification dans la campagne ne peut, sous aucune circonstance, mener à ce que l'action du collaborateur privilégie son propre intérêt ou celui de sa structure en détriment des intérêts du NB ou des clients ou avec un impact sur le risque légal ou de réputation de la Banque.

- Cumprimento da legislação / regulamentação do NB e dos Clientes
- Respekt der gesetzlichen / regulatorischen Interessen des NB und der Kunden
- Préserver les intérêts du NB et des clients
- Éviter le risque légal et de réputation

#### Exemple :

Lorsque le collaborateur n'exerce pas correctement ses fonctions en cherchant à atteindre les objectifs commerciaux ou les incitations (financières ou d'autre nature) créées.



## 15. Intermédiation financière et services et produits bancaires

### Règle :

Les activités d'intermédiation financière sont réglementées par la Politique de prévention et de gestion de conflits d'intérêts dans les activités d'intermédiation financière et le lancement et la commercialisation de services et de produits bancaires sont soumis à la procédure respective de sign-off et à l'approbation par le Comité de produit.

### Exemple :



- On considère comme activités d'intermédiation financière, par exemple, des recommandations d'investissement (*research*) ; une gestion discrétionnaire de portefeuilles ; des conseils pour l'investissement, etc.

Sans porter préjudice à la consultation de la Politique de prévention et de gestion de conflits d'intérêts dans les activités d'intermédiation financière, les situations suivantes sont mises en évidence :

- a. Toute action du NOVO BANCO qui est susceptible d'obtenir un gain financier ou d'éviter une perte financière, au détriment du client, sauf lorsque celle-ci agit en tant que contrepartie dans des opérations avec des clients pour la réalisation normal de son activité commerciale ;
- b. Lorsque le NOVO BANCO a un intérêt particulier aux résultats dérivés d'un service fourni au client, ou d'une opération réalisée pour le compte du client, autre que son propre service ou opération en cause ;
- c. À chaque fois que le NOVO BANCO reçoit une incitation financière, ou d'une autre nature, pour privilégier les intérêts d'un client au détriment des intérêts d'un autre client.